

CHOIX TECHNOLOGIQUES, EMPLOIS DU TEMPS,  
TRAVAIL FEMININ :  
LES FEMMES SERAIENT-ELLES PARTIE PRENANTE  
DANS L'INDEPENDANCE ALIMENTAIRE ?

Jeanne BISILIAT  
ORSTOM

L'un des facteurs explicatifs de la crise de la production vivrière est de plus en plus souvent évoqué, à savoir le rôle des femmes rurales dans cette même production. Mais la mise en perspective de ce facteur par rapport aux autres et à l'ensemble de la société reste le fait d'une minorité de femmes chercheurs travaillant sur les femmes. En effet, la plupart des chercheurs, hommes, estiment encore que les femmes, en tant qu'unité d'analyse sont générées idéologiquement plutôt que scientifiquement (1), refusant, par là-même, d'admettre que dans de nombreuses sociétés, les femmes sont définies comme une catégorie distincte sur les plans économique, social et symbolique. Ce refus — idéologique — des chercheurs hommes semblerait vouloir indiquer que les femmes ne peuvent bénéficier du présupposé scientifique qui accorde aux femelles des mouches drosophiles ou aux concrétions rocheuses de la Haute Amazonie le statut d'objet de recherche.

Malgré cela, depuis les années 1975, l'étude des femmes se constitue progressivement en un champ distinct du savoir qui permet peu à peu d'aborder l'étude des sociétés de manière globale, faisant ainsi apparaître les distorsions engendrées par une anthropologie réductrice, considérant les femmes « comme de simples rouages dans la machinerie sociale » (2).

Notre propos, dans le cadre de ce séminaire, sera donc d'essayer de fournir un éclairage complémentaire sur la crise de la production vivrière en partant de l'hypothèse suivante : on ne pourra résoudre les problèmes de l'indépendance alimentaire si l'on continue d'ignorer, dans les recherches, dans les politiques et dans les projets, les rôles fondamen-

---

(1) Obbo Christine, *African Women, Their Struggle for Economic Independence*. ZED Press, 1982.

(2) Obbo Christine, *op. cit.*

taux que les femmes assument, tant dans la production que dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles.

## LE ROLE DES FEMMES DANS L'ECONOMIE

Globalement, les femmes effectuent environ 80 % du travail agricole et 90 % de la transformation des produits primaires pour la consommation familiale et la commercialisation mais elles ne sont que 15 % à recevoir une aide des services de vulgarisation agricole. Néanmoins, parallèlement à ces chiffres, admis de tous, les Nations-Unies continuent, sur la base des recensements nationaux, à estimer la participation des femmes rurales à la force de travail à 22,6 %.

Cet écart considérable entre les chiffres permet de poser ici le grave problème du recueil des statistiques qui sous-évalue — dans les recensements notamment — le travail des femmes et, celà, dans tous les secteurs. Cette sous-évaluation trouve sa cause principale dans les définitions trop restreintes des concepts tels que travail, emploi, productivité, etc., qui se réfèrent exclusivement à des activités monétarisées. Si ces concepts sont opérants dans le cadre d'une économie où l'emploi salarié stable constitue la forme dominante, ils perdent beaucoup de leur efficacité dans les économies du tiers monde. C'est ainsi que les femmes sont automatiquement exclues de la force de travail puisque leurs travaux — semilles, désherbage, récolte, stockage et transformation — effectués sur l'exploitation familiale, ne sont pas créateurs de revenus.

Les études de cas de plus en plus nombreuses, mais aussi des projets plus vastes comme celui du Data-Base on Women Project, de l'Economic and Social Data Base (USAID WID and Office of Population), le Census Report on Women du 1980 Round of Census Project, 1983 (3) fournissent néanmoins des analyses sur le statut et la participation économique des femmes dans de nombreux pays : parmi les travailleurs indépendants du secteur informel, les femmes représentent 43 % de l'ensemble avec des variations allant de 40 à 63 % dans des pays tels que le Botswana, la Tanzanie et le Ghana ; les femmes sont sur-représentées dans la catégorie des travailleurs familiaux non rémunérés, de 52 à 63 % en Afrique au sud du Sahara. Et pourtant cette catégorie est définie de façon restrictive puisqu'elle inclut les personnes qui travaillent sans salaire pour une période minimum, correspondant à 1/3 de la période de travail rémunéré et cela dans une entreprise liée à l'économie de marché et non à l'économie de subsistance.

D'autre part, de récentes études sur l'utilisation du temps dans les ménages ruraux mettent à jour un certain nombre de tendances dont on citera quelques unes :

---

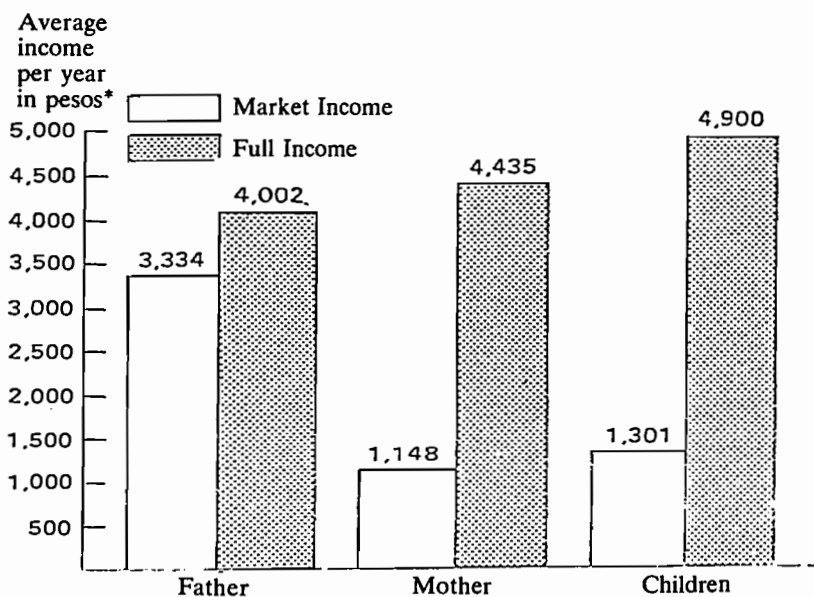
(3) AID International Center for Research on Women. *The productivity of women in developing countries. Measurement issues and recommendations.* AID/otr/C-1801 1980.

— Les femmes ont plus d'heures de travail et moins d'heures de loisir que les hommes. En Haute-Volta, pour un échantillon limité (4), le temps de travail des femmes dépasse de 27 % celui des hommes ; au Botswana il est de 20 %.

— Lorsque la production domestique est reconnue comme productive et ajoutée à la production marchande, la contribution des femmes et des enfants, en termes de temps travaillé, est plus grande que celle des hommes.

Quizon et Evenson (5), dans leur étude des budgets temps aux Philippines montrent clairement les implications différentielles qui se produisent lorsque l'on compte ensemble ou séparément le travail marchand et le travail de la maison. Ils donnent ainsi une définition, à la suite de Becker et de Gronau (6), du revenu complet (full income) qui est la valeur totale de la production marchande et de la production domestique. Le tableau suivant donne les principaux résultats de cette recherche, fondée sur l'observation directe d'un échantillon au hasard de

MARKET INCOME AND FULL INCOME FOR FAMILY MEMBERS,  
LAGUNA, PHILIPPINES, 1975-76



\* In 1975 the rate of exchange was about 7.4 pesos to U.S. \$ 1.00.

(4) Mc Sweeney B.G., *An approach to collecting and examining data on rural women's time use and some tentative findings : the case of Upper Volta*. Working paper prepared for the seminar on rural women and the sexual division of labor, The Population Council, New York, March 1979.

(5) Quizon E. and Evenson R., « Time allocation and home production in Phillipine Rural Households », Buvinic, M. (ed.) *Poverty as a woman's issue*, Washington D.C., O.D.C., 1980.

(6) Becker G., « A theory of allocation of time », *Economic Journal*, Vol. 75, 1965. Gronau R., « The intra-family allocation of time : the value of the housewives'time », *American Economic Review*, Vol. 63, sept. 1973.

99 ménages à Laguna, lors de trois visites séparées de 24 heures sur une période de huit mois.

— Plus les ménages sont pauvres et plus les femmes participent à une production marchande.

— Les rôles des femmes et des enfants s'adaptent aux différentes exigences des demandes du marché et du ménage tandis que les rôles des hommes résistent aux changements (7).

— Contrairement aux femmes des pays industrialisés, les femmes des pays en développement ne semblent pas être obligées à un compromis entre le travail marchand et leur fécondité : leur participation au marché du travail se fait au prix de la réduction de leur temps de loisir et non par celle du travail domestique, elle se fait également grâce aux enfants plus âgés qui prennent soin des plus jeunes (8).

Tous les faits concordent dans toutes les régions du monde : le travail productif des femmes, au sens classique du terme, est non seulement pour elles le moyen d'obtenir une certaine indépendance économique mais aussi, et surtout, il est un élément essentiel, mais non reconnu, des stratégies de survie élaborées par les familles, que ce soit le travail des fillettes, des adolescentes ou des femmes mariées. Il contribue à l'ensemble du budget familial et cela d'une manière non marginale d'autant plus que de nombreuses études s'accordent pour démontrer que les revenus des femmes sont beaucoup plus utilisés pour l'amélioration du bien-être familial que celui des hommes.

Le besoin de revenus en nature et en argent est encore plus impérieux pour la catégorie des femmes « chefs de ménage » (9) — chefs de ménage de fait mais non de droit — qui ne cesse de s'accroître en zone rurale comme en zone urbaine : 42 % des familles ont une femme à leur tête au Botswana, 38 % au Kenya, 25 % au Lesotho, 16 % au Mali. Ces femmes qui doivent assumer l'ensemble des responsabilités pour elles-mêmes et leurs enfants constituent le groupe économiquement le plus démuné, disposant de ressources inférieures à celles des hommes de la même catégorie (10).

---

(7) Mueller E., « Design of employment for developing countries », Working Paper World Bank, 1978.

(8) Oppong C., « Family structure and women's reproductive and productive roles : some conceptual and methodological issues », prepared for I.L.O., *The role of women and demographic change research program*, Geneva 1980. Safilios-Rotschild C., « The role of family : a neglected aspect of poverty » World Development Report 1980.

(9) Youssef N., « Women-headed households, the ignored factor in development planning », International Center for Research on Women, Washington 1975.

(10) Merrick T., « Household structure and poverty in families headed by women ; the case of Belo Horizonte », presented at the Latin American Studies Association's Joint Meeting, Houston, Texas, nov. 1978. Kossoudji S., and Muellor E., « The economic and demographic status of female headed households in Botswana », mimeo Population Studies Center, University of Michigan, 1980.

## LE TEMPS, CONTRAINTE MAJEURE DES FEMMES

Dans la plupart des pays africains, les femmes se lèvent à 5 heures et se couchent à 9 heures. Elles travaillent dans les champs entre 5 et 8 heures par jour et parfois plus pendant les saisons agricoles. Elles effectuent une grande partie des semailles, du désherbage et de la récolte, travaux monotones et consommateurs de temps. Elles travaillent sur les champs familiaux pour les produits de subsistance et d'exportation mais aussi sur leurs propres champs, que leurs pères et leurs maris doivent traditionnellement leur donner, dont elles ont l'usufruit et sur lesquelles elles cultivent des tubercules, parfois des céréales mais surtout des légumes et des légumineuses, apport essentiel à l'équilibre du régime alimentaire de la famille.

Elles doivent également aller chercher l'eau et le bois, ce qui entraîne de longues heures et de lourdes charges à porter. Enfin, elles préparent la nourriture de la famille (2 à 3 heures pour transformer les céréales ou les tubercules) s'occupent des enfants et de la maison. Leur journée de travail varie entre 14 et 18 heures (11).

Nature du travail	Pourcentage du travail Hommes	Total en heures Femmes
Abat des arbres dans la forêt, défriche les champs	95	5
Laboure	70	30
Ensemence et plante	50	50
Sarclé et désherbe	30	70
Récolte	40	60
Rentre la récolte à la maison	20	80
Stocke la récolte	20	80
Transforme les produits alimentaires	10	90
Vend les produits alimentaires excédentaires sur les marchés (se charge aussi du transport de ces produits au marché)	40	60
Emonde les arbres	90	10
Va chercher de l'eau et des combustibles	10	90
S'occupe des animaux domestiques et nettoie les étables	50	50
Chasse	90	10
Nourrit et soigne les jeunes enfants, les hommes et les personnes âgées	5	95

Ce modèle général de la division du travail entre les hommes et les femmes varie bien évidemment selon les ethnies, selon les différents groupes de femmes dans une zone rurale donnée, et, parmi les différentes zones rurales, selon les niveaux de la migration masculine. En dépit de ces variations, on s'accorde à dire que, dans toutes les régions

(11) AID, « Jobs for women in rural industry and services », AID/WID 1979.

du monde, l'accumulation des tâches accomplies par les femmes rurales a créé une situation où les hommes sont sous-employés et les femmes sur-employées.

Dans ces conditions, quel fut l'impact des technologies agricoles sur les femmes ? Introduites et utilisées pour les cultures d'exportation dont les hommes sont responsables, les femmes en ont été privées pour les cultures vivrières qu'elles ont, de plus en plus, à leur charge. Ceci conduit à un écart, qui ne cesse de croître, entre la productivité des deux secteurs. D'autre part, l'augmentation des superficies destinées aux cultures d'exportation, rendue possible par les nouvelles techniques de labour, prive souvent les femmes des terres qu'elles cultivaient pour la nourriture de la famille ou les oblige à cultiver des terres de qualité médiocre et plus éloignées.

Sur les terres nouvelles, si les techniques de labour ont aidé les hommes en leur permettant de préparer des surfaces plus grandes de manière plus rapide, elles ont par contre eu un effet négatif pour les femmes, en augmentant leur temps de travail. En effet, le sarclage, la récolte et le battage continuent d'être faits manuellement par les femmes. La vulgarisation s'est adressée aux hommes, même lorsqu'il s'agissait d'une culture ou d'un acte technique traditionnellement du ressort des femmes. L'accès aux intrants, aux pesticides et au crédit se fait principalement dans le cadre des cultures d'exportation et sont, de ce fait, réservés aux chefs de famille hommes. Il en est de même de la terre qui, dans les grands projets d'aménagement, n'est pas distribuée aux femmes — contrairement aux règles coutumières — qu'elles soient veuves, chefs de famille ou épouses (12). A tout ceci, il faut ajouter la migration masculine qui altère les modèles traditionnels de la division sexuelle du travail, obligeant les femmes à accomplir les tâches réservées aux hommes.

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner de la baisse de la production vivrière mais on doit s'étonner du non-intérêt porté au travail productif des femmes dans l'agriculture, dans l'ensemble des réflexions et des reconsidérations qui s'élaborent autour de la crise et de la dépendance alimentaires. Les stratégies et les politiques qui se mettent en œuvre mentionnent, dans le meilleur des cas, *le paysan* ou *l'unité* de production, qui ne font que masquer la réalité des systèmes de production et des systèmes sociaux où les hommes et les femmes doivent contribuer, en nature et en argent, au budget familial. Cette notion de budget séparé, si fréquente en Afrique, est pourtant fondamentale si l'on veut comprendre les besoins des hommes et des femmes des sociétés rurales.

---

(12) Ahmed Iftikhar, « Technological change and the condition of rural women : a preliminary assessment », ILO 1978.

## LES TECHNOLOGIES APPROPRIÉES : UNE REUSSITE OU UN ECHEC ?

Face à cette situation, deux évidences s'imposaient : s'efforcer de réduire le temps de travail « improductif » des femmes (eau, bois, transformation), tout en augmentant leur productivité de cultivatrice et de transformatrice, par la formation et l'accès à des outils améliorés.

### *La collecte du bois*

En Gambie, par exemple, la superficie des zones forestières est tombée de 28 à 3,4 % entre 1946 et 1977 et celle de la savane arbustive de 31 à 4,6 % (13). Cela oblige simplement les femmes à aller de plus en plus loin. Elles n'ont pas accès aux moyens de transport ; les programmes de reforestation sont rares et confiés aux hommes, qui préfèrent souvent vendre le bois sur les marchés urbains ; les expérimentations ne progressent guère en Afrique en ce qui concerne les sources d'énergie alternative (laissons de côté la cuisinière solaire dont on sait que, dans l'état actuel, elle est parfaitement inutilisable).

### *La collecte de l'eau*

L'un des domaines où les femmes ont le plus de besoins est celui de l'eau, pour la maison, pour le lavage, pour l'arrosage. Des puits et des pompes ont été installés, mais 80 % de toutes ces pompes dans les villages ne fonctionnent plus (14). Les raisons ? Trop de modèles différents rendant encore plus difficile le problème des pièces de rechange et de la maintenance. La gestion des pompes et la formation à cette gestion, quand elles existent, sont réservées aux hommes et non aux seules utilisatrices et bénéficiaires.

### *La transformation des matières premières agricoles*

Les équipements ne manquent pas pour planter et sarcler, pour mouliner le grain, écraser les tubercules, préparer l'huile de palme, le beurre de karité, etc. Mais, ils sont souvent absents, ou très mal distribués ou peu efficaces et surtout ils sont souvent trop chers pour que les femmes, dont les revenus sont faibles, puissent les acheter. Les équipements pour conserver certains produits saisonniers, légumes et

---

(13) Department of Agriculture, « The Gambia, Land and Vegetation degradation Survey : the need for land reclamation by comprehensive ecological methods », Yundum 1975.

(14) Carr M., « Appropriate technology for african women », ECA/SDD/ATRCW/VTGEN/78 Addis Abeba, UN 1978.

fruits, ne manquent pas non plus mais, là encore, les femmes n'ayant pas accès au crédit ne peuvent les acheter.

Une analyse pourrait être faite de l'ensemble des facteurs qui ont contribué au non développement des technologies appropriées aux femmes d'Afrique. Il suffit de dire, ici, que la principale raison réside dans le désintérêt général pour le travail « invisible » des femmes, pour ce travail domestique, non productif comme l'affirmait A. Smith mais aussi dans le refus, aussi général, de considérer objectivement les femmes comme des productrices autonomes. Il est peu de domaines où les échecs, ubuesques, sont aussi fréquents. Prenons l'exemple, parmi tant d'autres, des fours améliorés. Il s'agit d'une technique relativement simple et pourtant, depuis quelques années, ils sont à la base de projets innombrables dans une même région, dans un même pays, et parfois même dans une même zone où l'on recommence les mêmes erreurs, si grossières soient-elles. Le FED, le CILSS, la FAO et tant d'autres ont investi des sommes non négligeables pour trouver, imaginer, fabriquer un four amélioré. Des centaines de types ont été expérimentés. Les résultats ? Les projets continuent, à la recherche de ce four mythique et les femmes rurales continuent à cuire les aliments sur leurs foyers à trois pierres. Il serait bien sûr trop facile de dire que c'est simplement par bêtise ou par mauvaise volonté de la part des femmes. Cet exemple montre que ce domaine exige la coordination des recherches, des financements, mais encore plus la collaboration active des femmes qui en seront les utilisatrices, conditions très difficiles à réunir.

Les technologies appropriées sont pourtant le seul moyen, pour les femmes, de devenir plus productives et plus compétitives. C'est aussi l'un des moyens de dynamiser l'axe ville-campagne avec le concours des populations rurales. En effet, en Afrique de l'Ouest, 40 % du commerce est effectué par les femmes. A Dakar, 60 % des vendeuses du marché sont des femmes et au Congo, les femmes dominent les marchés. Elles y vendent principalement des produits alimentaires, bruts ou transformés, qu'elles ont produits elles-mêmes ou achetés à des grossistes. L'alimentation des villes, et plus particulièrement des groupes urbains défavorisés passe par les femmes : il suffit de penser au commerce du manioc transformé, à Abidjan ou à Brazzaville, pour s'en convaincre.

Néanmoins, on observe une tendance à l'érosion graduelle du rôle des femmes comme commerçantes depuis quelques années. Leur pourcentage a diminué de 95 à 89 % entre 1961 et 1967 au Bénin, de 84 à 70 % entre 1950 et 1963 au Nigéria. Cela est dû, en grande partie à la compétition apportée par de nombreux produits de substitution, fabriqués sur une grande échelle : par exemple l'huile d'arachide fabriquée par les femmes au Nigéria est gravement concurrencée par des coopératives de producteurs à qui se sont accordés des prix garantis par les grands moulins (15).

---

(15) Ahmed Iftikhar, *op. cit.*



Le problème de l'emploi et des revenus pour les populations rurales devient une priorité. La création de petites unités de transformation villageoises, dont on parle depuis si longtemps, pourrait être l'une des réponses. Ces industries rurales, en stimulant la demande urbaine pour les produits locaux et en encourageant la diversification des cultures et l'amélioration de la qualité des aliments préparés, permettraient aux femmes d'améliorer leurs revenus. Il est tout aussi urgent, et peut-être même prioritaire, d'aider les femmes à s'organiser autour d'unités techniques villageoises — moulin, pompe, broyeur, etc. — dont elles assument la gestion et qui leur permettraient de réduire le temps consacré aux travaux ménagers.

Toute réflexion sur le développement inclut une certaine prospective. Il semble donc nécessaire de mentionner ici certains phénomènes qui sont porteurs, à long terme, de changements sociaux graves que l'on oublie trop souvent de mentionner : lorsque les femmes ne peuvent plus trouver dans les zones rurales des conditions de vie suffisantes pour elles et leurs enfants, lorsqu'elles refusent, au fur et à mesure que les jeunes générations arrivent à l'âge adulte, d'accepter les dures conditions de vie que leurs mères ont acceptées, elles partent nombreuses vers les villes, dans l'espoir d'y trouver de meilleures conditions de vie. Les grandes villes de l'Amérique Latine sont un exemple de ce mouvement migratoire, et il serait vain de penser que l'Afrique pourra échapper à cet abandon progressif des campagnes par les femmes. Bien que l'on manque de données sur la migration féminine en Afrique, on sait d'ores et déjà, qu'elle a commencé et qu'elle se développera si rien n'est entrepris pour améliorer les conditions de vie et de travail, contribuant ainsi à l'accroissement des villes et de la dépendance alimentaire que l'on veut justement combattre. La lisibilité du rôle économique des femmes, par les chercheurs et les planificateurs est donc un préalable pour concevoir un développement plus équilibré.

Bisilliat Jeanne (1985)

Choix technologiques, emplois du temps, travail féminin : les femmes seraient-elles partie prenante dans l'indépendance alimentaire ?

In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.), Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne

Paris : L'Harmattan, 311-319. (Villes et Entreprises)

ISBN 2-85-802-562-X